

Globalisation

Si l'économie mondiale est aujourd'hui prospère, c'est grâce à la globalisation et il en sera ainsi à l'avenir également. Nombreux sont toutefois ceux qui sous-estiment ses vertus.

Texte : Marco Salvi

C'est une règle tacite : dans chaque publication où il est question du futur dans le titre, il y a au moins une référence à Star Trek. Rien ne symbolise mieux les acquis de la mondialisation que le répliqueur de Star Trek (un instrument semblable à un four à micro-ondes qui concocte des repas ou crée des objets à partir de rien). Si la saga de science-fiction ne se déroule qu'au 23^e siècle, le répliqueur a, en grande partie, été construit de manière symbolique à notre époque déjà, grâce à l'imbrication des différentes économies nationales à l'échelle mondiale. Ainsi, les Suissesses et les Suisses n'ont plus besoin d'engager des ressources afin d'assurer leur survie physique. Moins de 3% des travailleurs sont actifs dans l'agriculture, alors qu'ils étaient encore plus de 50% dans

les années 1800. Aujourd'hui, nous pouvons consacrer davantage de temps à des activités productives, agréables et créatives, tandis que nos ancêtres s'échinaient dans les champs.

La «globalisation» est le résultat d'activités séculaires : les échanges et le commerce. Ceux-ci avaient déjà lieu avant la révolution industrielle, parfois même de manière transfrontalière. Mais aujourd'hui, du fait des chaînes de création de valeur à l'échelle mondiale, un produit a très probablement déjà parcouru une plus grande partie du globe que son acquéreur. Même les critiques de l'ordre libéral, tels que Joseph Stiglitz, reconnaissent que «la mondialisation a aidé des centaines de milliers de personnes à atteindre un niveau de vie que beaucoup, dont la plupart des économistes, considéraient auparavant comme inaccessible». Selon l'indice de la mondialisation du KOE, la Suisse figure parmi les dix premiers pays au monde en termes d'imbrication internationale. Nulle autre analyse n'est nécessaire pour démontrer que cette ouverture constitue l'un des piliers de notre prospérité.

Un scepticisme croissant

25 ans après la chute du communisme et l'ouverture progressive de la Chine, la mondialisation se retrouve de nouveau sous le feu des critiques, tant sur le plan pratique qu'idéologique. Si la croissance des flux commerciaux mondiaux a connu un ralentissement, c'est dans un premier temps en raison de la crise financière et de la dette, puis à cause du printemps arabe et du recul des prix des matières premières. L'échec du cycle de Doha a eu pour conséquence la dé-

bâcle des accords globaux de libre-échange. Ces derniers ont laissé la place à une diplomatie commerciale focalisée sur les régions, qui doit toutefois composer avec des vents contraires. Des accords tels que le «Partenariat transpacifique» (TPP) et le «Partenariat de commerce et d'investissement transatlantique» (TTIP) sont contestés et l'issue des négociations y relatives reste incertaine. Dans le même temps, des pays émergents mettent sur pied leurs propres institutions comme contrepoids au FMI.

Les critiques émises à l'encontre de la mondialisation ont plusieurs causes. Dans les «vieux» pays industrialisés, elles sont nourries par la peur de nouvelles formes d'inégalités. La globalisation a sans conteste profité aux travailleurs hautement qualifiés. Pour les revenus moyens et faibles, les bénéfices sont certes moins visibles directement, mais tout aussi importants. Sur le marché du travail, les personnes peu qualifiées ont tiré parti de la demande croissante des élites émergentes pour des biens et des services. Elles ont en outre pu bénéficier de prix bas et s'offrir des produits qui n'étaient que difficilement accessibles par le passé (comme l'électronique).

Concernant les pays les plus pauvres, la détérioration des conditions de travail reste au centre des critiques formulées par des intellectuels occidentaux contre la mondialisation. Mais cette dernière, contrairement au colonialisme, permet aussi des améliorations.

Le répliqueur a-t-il des ratés?

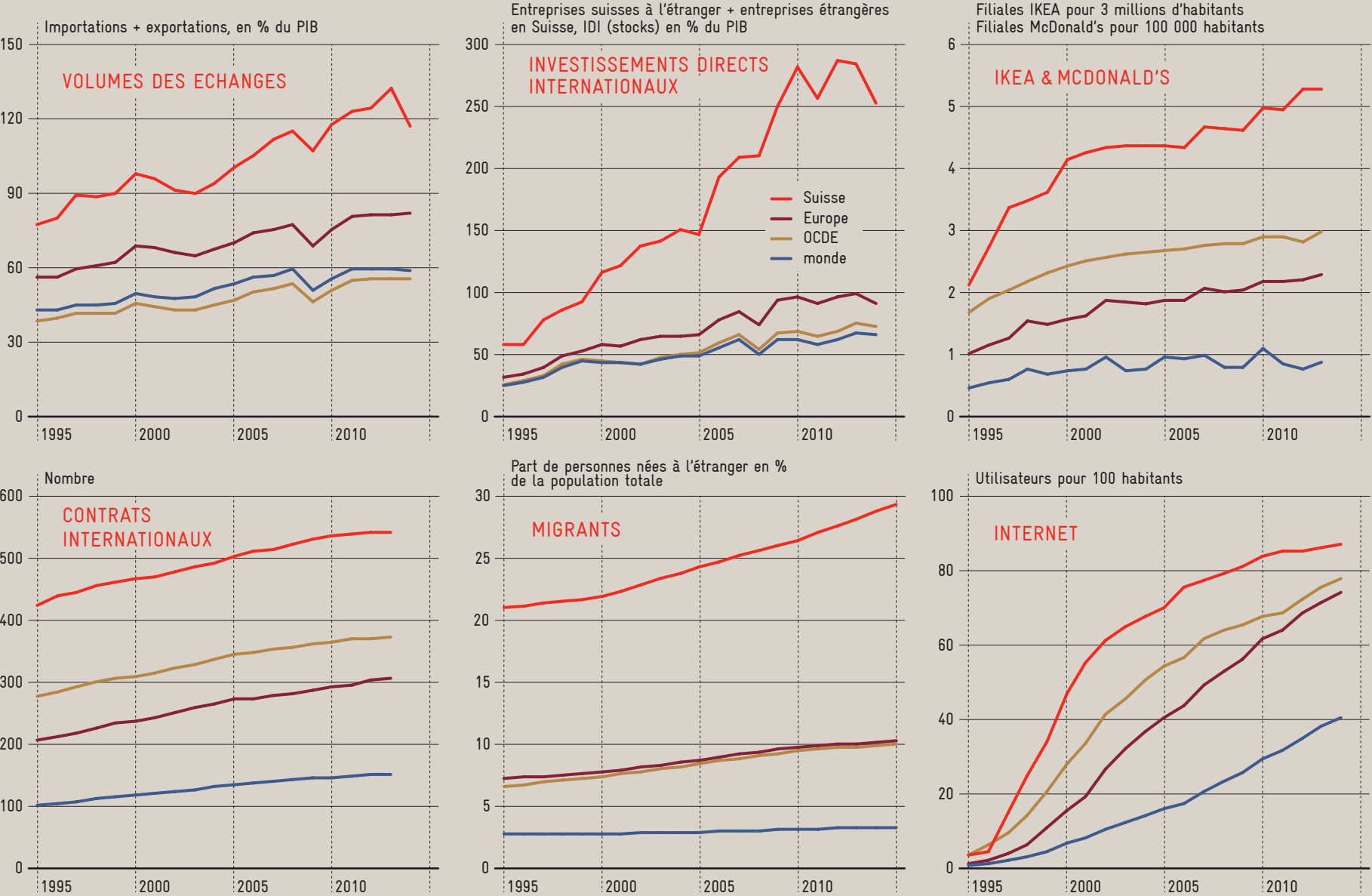
A l'échelle mondiale, les différences en termes de revenus se sont atténuées. Pour la plupart

des gens, la mondialisation a été synonyme de richesses supplémentaires. Toutefois, un palier a été atteint: les retombées économiques liées à une plus grande ouverture des marchés des produits et des capitaux restent modestes, par rapport aux avantages qu'apporterait une

plus grande mobilité de la main-d'œuvre. Tel est le plus grand défi à relever pour les décennies à venir. Car il ne s'agit ici pas «que» de prospérité: la participation d'une plus grande partie de l'humanité à l'économie de marché a également contribué au développement de

vertus humaines, telles que la coopération, la confiance et la tolérance. La mondialisation nous a rapprochés. Et la question de savoir si ce processus se poursuivra et de quelle manière nous accompagnera jusqu'au siècle de Star Trek.

La Suisse est extrêmement globalisée





L'immigration sous contrôle, 2014

avenir-suisse.ch/fr/36655/



La Suisse attire – Les atouts de la Suisse dans la compétition globale, 2011

avenir-suisse.ch/fr/5394/



Die neue Zuwanderung – Die Schweiz zwischen Brain-Gain und Überfremdungsangst, 2008

avenir-suisse.ch/358
(ouvrage uniquement en allemand)

La Suisse : un pays d'immigration

La migration est le résultat de deux facteurs : l'attraction du pays de destination et l'appui du pays d'origine. L'immigration sur le marché du travail suisse est aujourd'hui principalement favorisée par le premier facteur. Notre pays, situé au centre du continent, agit à bien des égards comme un aimant sur la main-d'œuvre jeune et mobile. Etant donné que les langues des grands pays voisins sont des langues nationales de la Suisse, il n'y a guère d'obstacles ; le système économique relativement libéral et un marché du travail ouvert permettent aux talents motivés de proposer leurs compétences sans obstacles bureaucratiques ; le pouvoir d'achat lié au niveau des salaires figure en tête au niveau mondial. Le manque de main-d'œuvre spécialisée reflète le succès économique d'un petit Etat avec une base démographique limitée, mais également un modèle économique qui mise plutôt sur une croissance horizontale (immigration) que verticale (gains de productivité et potentiel de main-d'œuvre du pays).

Scepticisme face à l'utilité de l'immigration

Entre 1995 et fin 2015, près de 3 millions de personnes |¹ ont immigré en Suisse et près de 2 millions ont quitté le pays. Avec un solde migratoire de 1 089 000 de personnes étrangères, la Suisse est – même en chiffres absolus – l'un des principaux pays d'immigration en Europe. Près de la moitié de sa population a un parent né à l'étranger. Le pays a été en mesure d'intégrer différentes vagues d'immigrés sans ghettoïsation ou formation de sociétés parallèles ; avec 27 %, la part d'étrangers parmi la population active est presque aussi haute que la part de la population née à l'étranger (28 %).

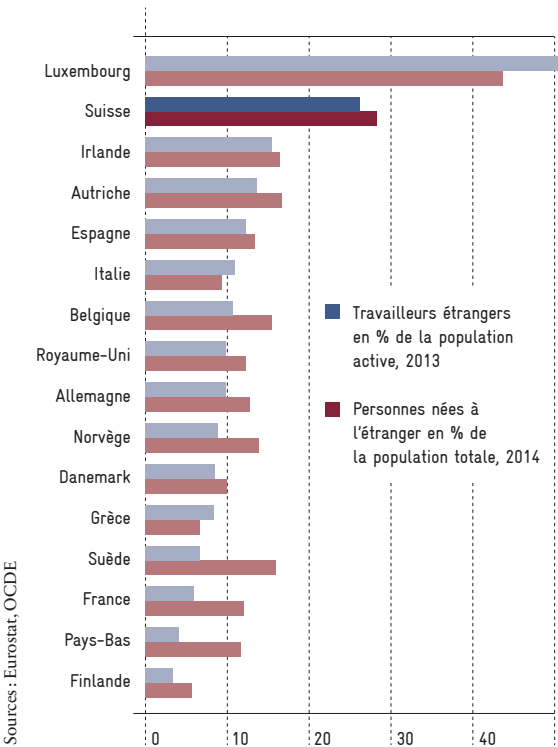
Malgré ces succès, la migration est considérée par une part croissante de la société comme une menace. Les raisons vont de la « peur d'être envahis par les étrangers » et du souci de perdre son identité culturelle au scepticisme à l'égard de la croissance, à des réflexions écologiques et à la crainte de la poursuite du mitage du paysage. A cela s'ajoute que d'ici à 2035, la nature de la migration vers la Suisse va changer. La part de réfugiés fuyant les conflits et l'absence de perspectives augmentera par rapport à celle de l'immigration hautement qualifiée provenant d'Europe. Deux raisons à cela : la croissance démographique en Afrique et dans le Proche-Orient d'une part ; une intensification de la « guerre des talents » d'autre part. Dans les sociétés occidentales vieillissantes les jeunes se feront plus rares, ce qui poussera les pays de destination concernés à faire davantage d'efforts pour être attractifs.

Une stratégie prospective plutôt que le repli

La Suisse a deux options. Elle peut limiter l'immigration tous types confondus et revenir à un contrôle strict. Mais, le degré de participation actuel au marché intérieur de l'UE ne pourrait pas être maintenu avec un tel contrôle autonome de l'immigration, même si l'UE devait assouplir le principe de la libre circulation des personnes. Et la pénurie de main-d'œuvre ainsi créée mènerait, en raison d'une croissance économique plus faible, à une perte de prospérité qui frapperait principalement les citoyens nationaux de faible et moyenne qualification.

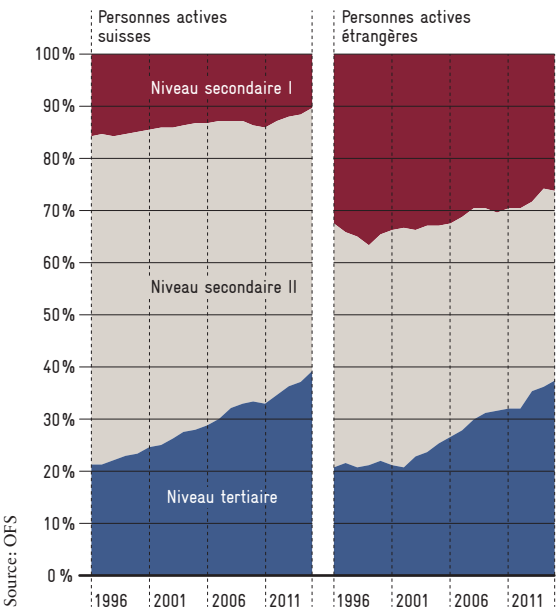
La Suisse peut aussi choisir une stratégie explicite qui va de l'avant et considère la migration comme une chance. Pour cela, l'infrastructure doit être développée, mais surtout mieux gérée (p. ex. par le biais du Mobility Pricing). Il faut répondre à la question du gaspillage du sol en densifiant davantage les zones et les centres urbains. La réglementation croissante d'un marché du travail moins qualifié avec des salaires minimum et des obligations doit être stoppée, car elle entrave l'intégration au sein du marché du travail. L'apprentissage s'est révélé être un fort outil d'intégration par le passé, car il allie formation et socialisation. Il devrait être utilisé – avec les adaptations nécessaires – pour intégrer les prochaines vagues d'immigrants dotés de qualifications professionnelles modestes dans la société suisse. Dans le même temps, il faut exiger que les migrants qui proviennent d'autres cultures fassent preuve d'une capacité d'adaptation. [LR](#)

Main-d'œuvre étrangère importante



Sources : Eurostat, OCDE

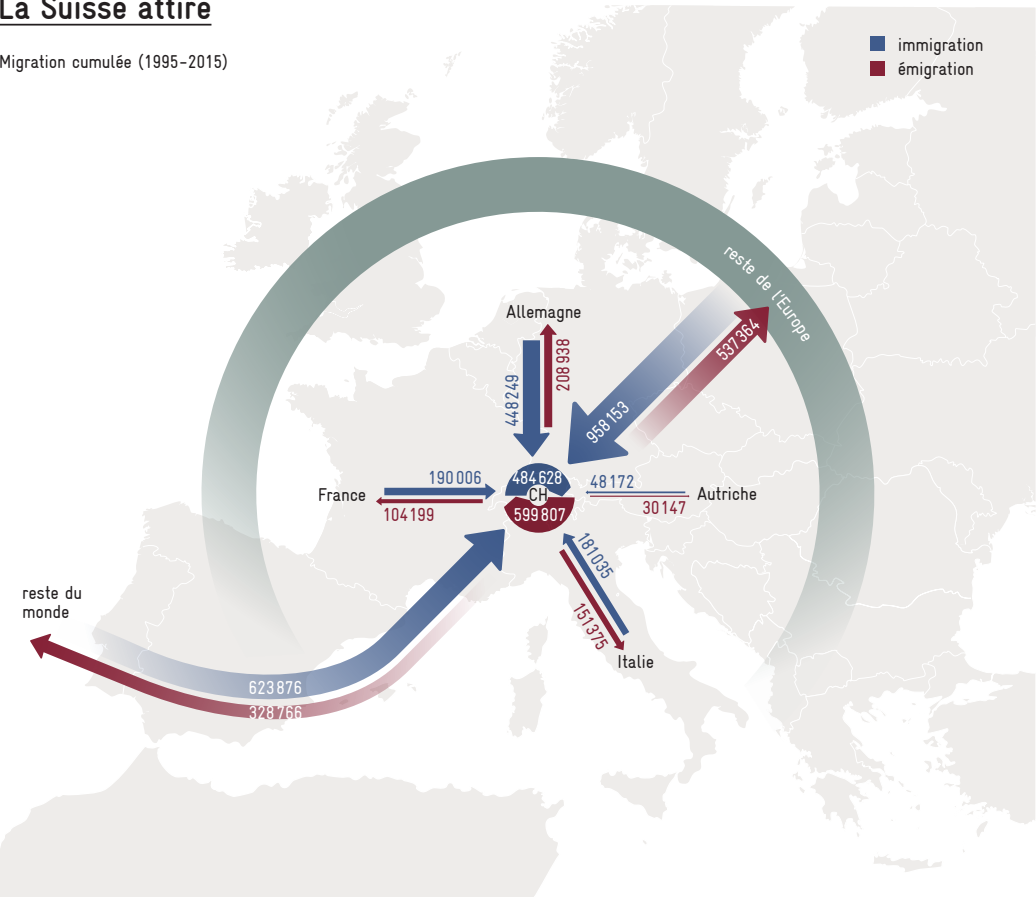
Le niveau de formation a augmenté



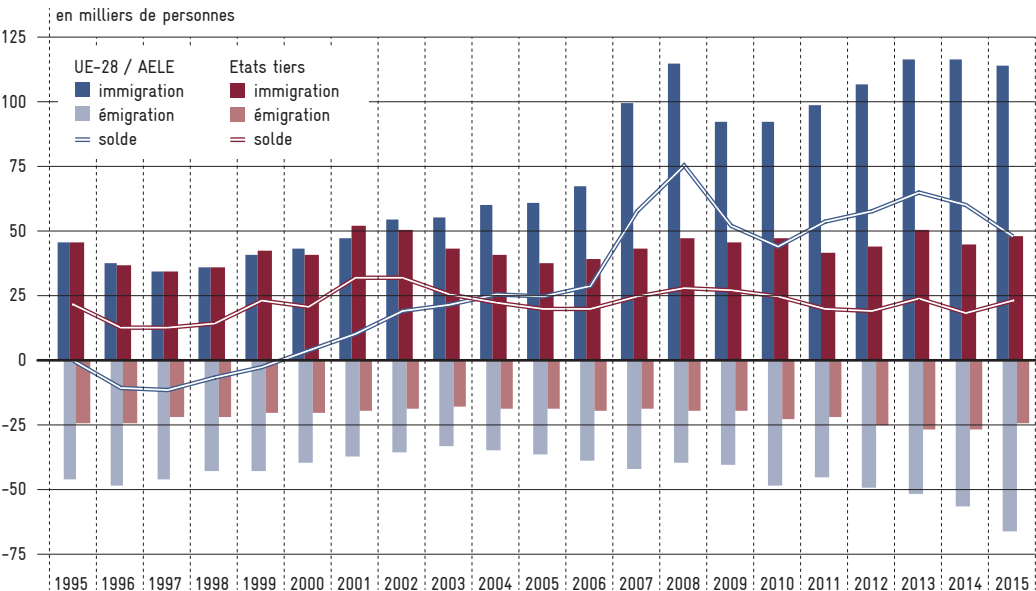
Source : OFS

La Suisse attire

Migration cumulée (1995-2015)



Sources : OFS, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM)



Sources : OFS, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM)

1995 ^{1,2}		
21.05.2000	Votation 464. Bilatérales I (Libre circulation des personnes). Référendum fac. ☒	
05.06.2005	Votation 517. Bilatérales II. Référendum fac. ☒	
25.09.2005	Votation 519. Extension de l'accord sur la LCP. Référendum fac. ☒	
24.09.2006	Votations 524, 525. Loi sur les étrangers. Référendum fac. ☒ Référendum fac. ☒	
08.02.2009	Votation 540. Reconduction de l'accord sur la LCP. Référendum fac. ☒	
28.11.2010	Votation 552. Pour le renvoi des étrangers criminels. Initiative populaire. ☒	
09.02.2014	Votation 580. Contre l'immigration de masse. Initiative populaire. ☒	
30.11.2014	Votation 588. Ecopop. Initiative populaire. ☒	
28.02.2016	Votation 597. Initiative de mise en œuvre. ☒	
2016		



Bilatérales – what else?
Rester soi-même malgré
l'interdépendance, 2015
avenir-suisse.ch/fr/52963



Souveränität im Härtesten
– Selbstbestimmung unter
neuen Vorzeichen, 2010
avenir-suisse.ch/146
(ouvrage uniquement
en allemand)

Relations commerciales sous pression

La Suisse doit en grande partie sa prospérité à la compétitivité de ses entreprises au niveau international. Pour celles-ci, un accès le plus libre possible aux marchés internationaux est essentiel. C'est pourquoi la Suisse poursuit traditionnellement une politique économique extérieure visant la réduction des barrières commerciales tarifaires et non tarifaires.

Alors que la libéralisation du commerce au sein de l'OMC a stagné au cours des 20 dernières années, la Suisse a conclu – soit directement, soit en tant que membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE) – plus d'une vingtaine d'accords bilatéraux de libre-échange. Après le refus du peuple d'adhérer à l'EEE en décembre 1992, la Suisse a tout de suite entamé de nouvelles négociations avec l'UE, qui ont abouti aux «Bilatérales» I et II. Les principaux objectifs de ces dispositifs conventionnels sont l'élimination des entraves techniques au commerce et – dans certains domaines – une véritable

participation de la Suisse au marché intérieur européen.

Malgré cela, la Suisse se trouve aujourd'hui à nouveau à un point critique en matière de commerce extérieur. Cette situation est principalement imputable à la politique agricole et aux relations tendues avec l'UE.

La politique agricole, pêché originel

Au sein de l'OCDE, la Suisse est, après la Norvège, le pays qui permet le plus fortement à son agriculture de se soustraire au marché. On serait tenté de considérer une agriculture chère comme un problème de luxe. Or, le protectionnisme agricole torpille les objectifs de commerce extérieur et affaiblit de plus en plus la position internationale de négociation de la Suisse. Il y a dix ans, le Conseil fédéral a été contraint de mettre un terme aux négociations avec les Etats-Unis en vue d'un accord de libre-échange en raison de la forte opposition de l'agriculture. Aujourd'hui, un traité semblable entre les Etats-Unis et l'UE se dessine avec le TTIP – qui, si la Suisse en est exclue, aura des conséquences très incertaines pour les entreprises suisses exportatrices. Une réforme de la politique agricole est par conséquent urgente.

Les relations avec l'UE à rude épreuve

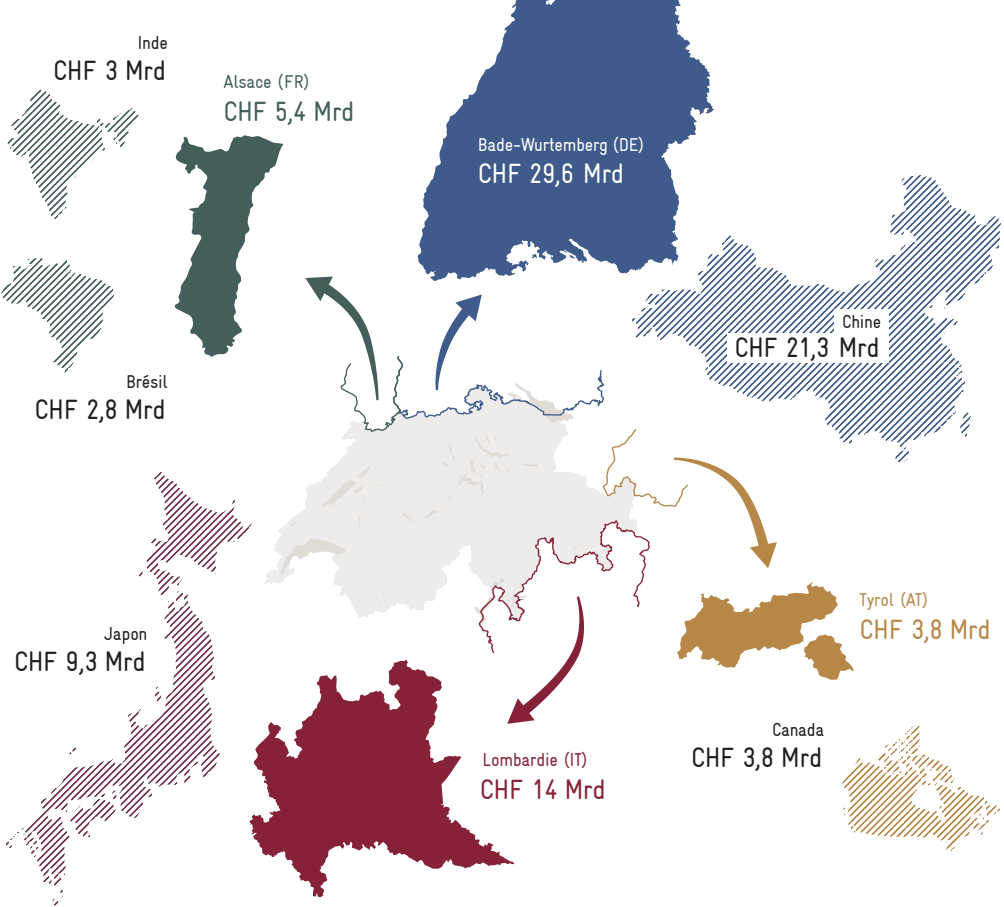
Des relations commerciales juridiquement sûres et ordonnées avec l'UE, principal partenaire commercial de la Suisse, ont une importance encore plus grande dans l'immédiat. En 2015, la Suisse a réalisé près de 54% de ses exportations vers l'UE et 73% de ses im-

portations provenaient de l'UE. Le Land du Bade-Wurtemberg est à lui seul en termes de valeur un partenaire commercial plus important que la Chine. La proximité géographique et culturelle est grande – et le restera. C'est d'autant plus important dans le contexte de chaînes de valeur désormais mondialisées, dans lesquelles les entreprises se positionnent stratégiquement. Pour les entreprises produisant de manière globalisée, le déplacement non bureaucratique de produits semi-ouvrés au-delà des frontières nationales est une condition clé.

Après le Oui à l'initiative «contre l'immigration de masse», des parties essentielles des Bilatérales I risquent d'arriver à leur fin. En cas de stricte application de l'initiative par la Suisse, l'UE pourrait faire valoir une atteinte à la libre circulation des personnes et abroger les autres accords des Bilatérales I en vertu de la clause guillotine. L'analyse d'alternatives possibles mène à la conclusion que la mosaïque d'accords bilatéraux – un accès sectoriel au marché intérieur permettant de conserver une souveraineté limitée – préserve au mieux les intérêts de la Suisse dans un avenir proche. Le succès de la politique économique extérieure de la Suisse dans les années à venir dépend en grande partie de sa capacité à redonner une base plus stable aux relations tendues avec l'UE. Les négociations sont encore compliquées par le fait que l'UE réclame depuis des années la création d'un nouveau cadre institutionnel pour les accords bilatéraux, qui risque de restreindre davantage la souveraineté de la Suisse. *DH*

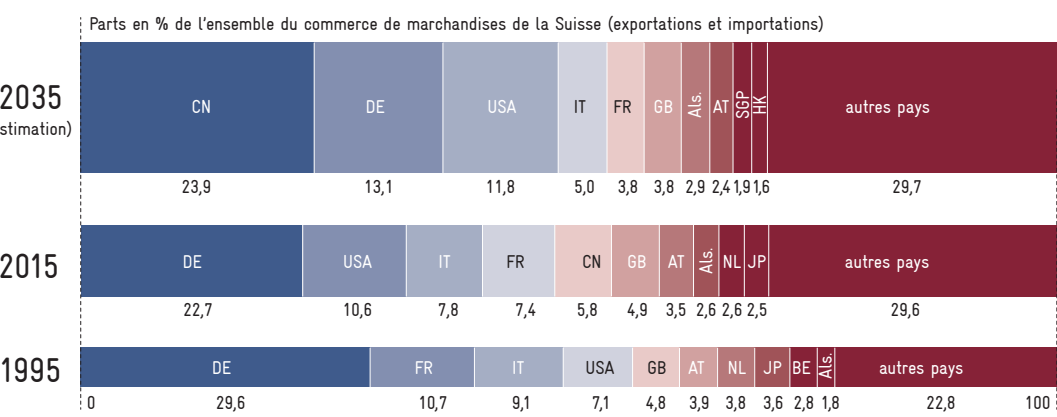
L'Alsace est aussi importante que le Brésil et l'Inde réunis

Volumes des échanges commerciaux (exportations et importations) de la Suisse avec les pays/régions correspondants/es (2015)



Source: diverses sources, propres calculs

Les pays voisins resteront des partenaires commerciaux importants

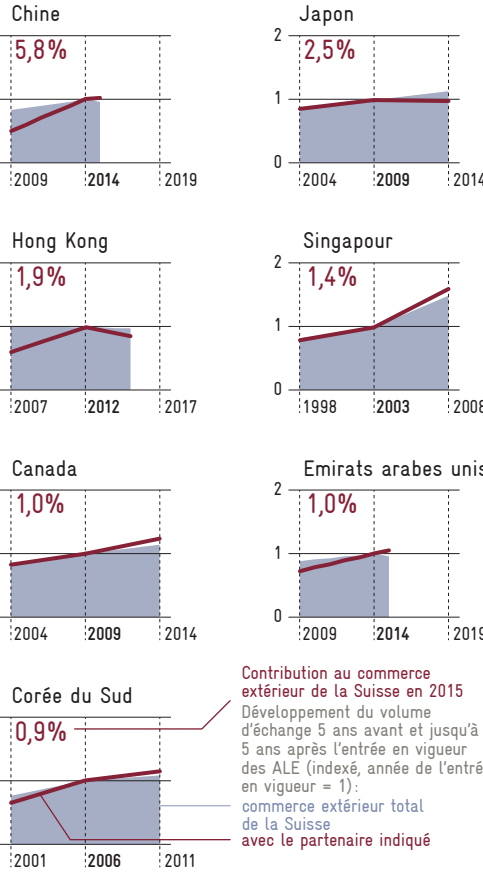


Sources : Administration fédérale des douanes (AFD), propres calculs

Bien que la Suisse ait réussi à atteindre une plus forte diversification du commerce extérieur que d'autres pays au cours des 20 dernières années, les pays voisins – et au sein d'eux les régions limitrophes – restent néanmoins des partenaires commerciaux particulièrement importants. La Chine est quant à elle passée de marché d'exportation accessoire à la place 5. En reportant de manière continue la progression réalisée entre 1995 et 2015 avec la Chine (hypothèse peu réaliste), cette dernière deviendrait en 2035 le principal partenaire commercial de la Suisse. L'influence effective des accords de libre-échange sur le volume des échanges fait l'objet de débats.

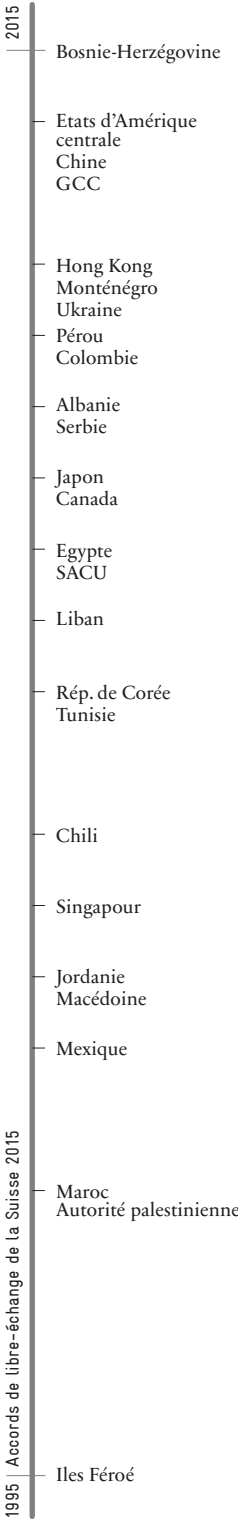
Les accords de libre-échange ne sont pas un remède miracle

Un aperçu des ALE les plus importants conclus depuis 1995



Contribution au commerce extérieur de la Suisse en 2015
Développement du volume d'échange 5 ans avant et jusqu'à 5 ans après l'entrée en vigueur des ALE (indexé, année de l'entrée en vigueur = 1):
commerce extérieur total de la Suisse
avec le partenaire indiqué

Sources : Administration fédérale des douanes (AFD), propres calculs





La croissance, une chance pour des réformes fondamentales – Analyse critique de la reprise conjoncturelle et esquisse d’un programme pour une Suisse prospère, 2007
avenir-suisse.ch/fr/2879/



Diagnose: Wachstumschwäche – Die Debatte über die fehlende Dynamik der schweizerischen Volkswirtschaft, 2005
avenir-suisse.ch/419
(ouvrage en allemand uniquement)



Wohlstand ohne Wachstum – Eine Schweizer Illusion, 2004
avenir-suisse.ch/441
(ouvrage en allemand uniquement)

Marché intérieur: un chantier permanent

La Suisse est l’un des pays qui a le revenu par habitant le plus élevé au monde. Elle doit sa situation réjouissante en large partie à la compétitivité de son économie, désignée ces six dernières années comme l’économie nationale la plus compétitive du monde selon le classement du World Economic Forum. Or, il n’y a pas lieu de s’estimer satisfait. En effet, si, depuis 2008, la Suisse a résisté avec un certain succès aux tumultes de la crise économique et financière, elle en subit aujourd’hui encore les répercussions. Sans un taux de participation au marché du travail (par ailleurs déjà élevé) en constante progression, la croissance par habitant en Suisse aurait été négative. De plus, les chantiers politico-économiques en cours sont plus nombreux que jamais, en raison d’une faible volonté de mener des réformes.

Les deux branches de l’économie

Affichant depuis plusieurs décennies un accroissement de la productivité plus faible que

les autres pays industrialisés, la Suisse n’est depuis longtemps plus en tête de classement en matière de productivité du travail^[5] et elle continuera à perdre du terrain si sa productivité ne s’améliore pas. En Suisse, cette situation est généralement accueillie sereinement. Ainsi, on avance par exemple le fait (et on a entièrement raison) que l’intégration réussie des personnes les moins productives sur le marché du travail tire vers le bas la productivité. De plus, les difficultés de mesure jouent également un rôle. Toutefois, du point de vue de la productivité, un énorme fossé ne cesse de se creuser en Suisse entre les secteurs d’exportation et les secteurs orientés vers le marché intérieur. Tandis que les premiers se voient contraints de répondre aux exigences de la concurrence internationale (et ils le font avec un succès remarquable), les seconds peuvent souvent trop facilement limiter la concurrence sur le marché intérieur en influant sur la politique.

Cet écart de productivité grandissant entre les deux branches de l’économie représente une menace croissante pour le potentiel de croissance de la Suisse à long et moyen termes. Par le passé déjà, le nombre de places de travail a augmenté principalement dans les secteurs tournés vers le marché national: ceux-ci emploient aujourd’hui près des deux tiers de la population active. L’évolution démographique tendra à renforcer encore cette tendance.

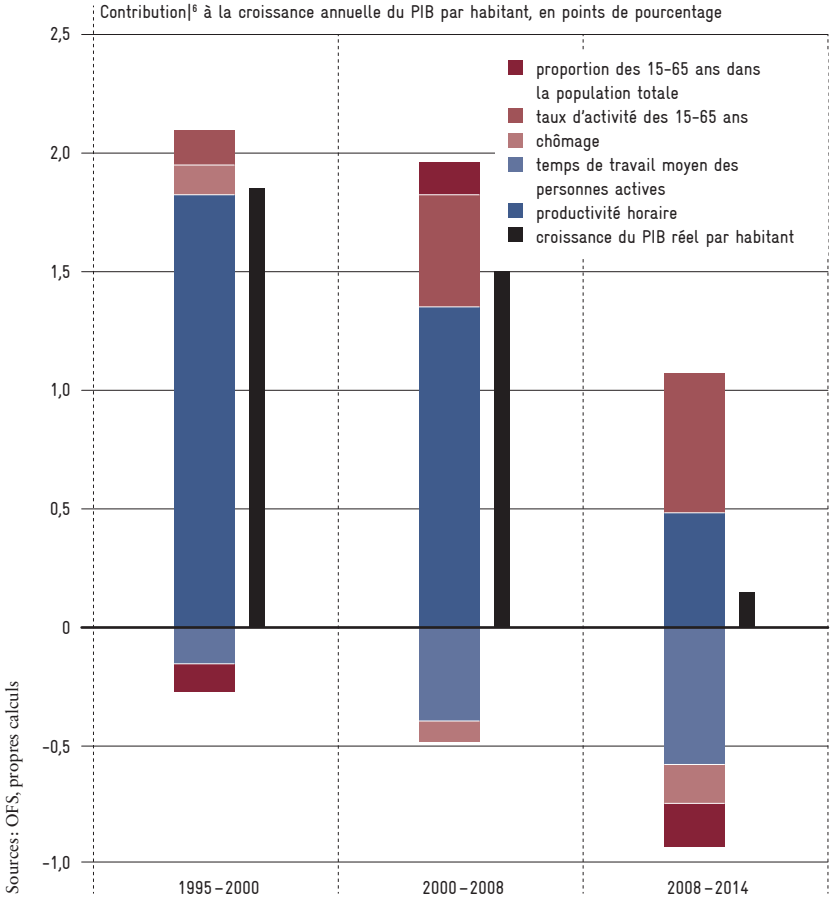
De plus, on ne sait pas dans quelle mesure la Suisse pourra s’appuyer sur son économie exportatrice ces prochaines années. La

compétitivité des entreprises suisses en matière de prix se trouve très exposée en raison du franc fort. Exprimés en euros, les coûts salariaux unitaires ont d’ailleurs explosé en Suisse depuis 2007. Jusqu’à présent, les entreprises suisses ont pu reporter en grande partie l’appréciation du franc sur le client en se spécialisant, en misant sur la qualité et en se tournant vers des produits de niche haut de gamme. Or on ne peut déterminer avec certitude les conséquences qu’aura le «choc monétaire» de 2015. L’évolution de la situation en ce qui concerne les devises est d’autant plus incertaine que la zone euro doit encore résoudre ses problèmes.

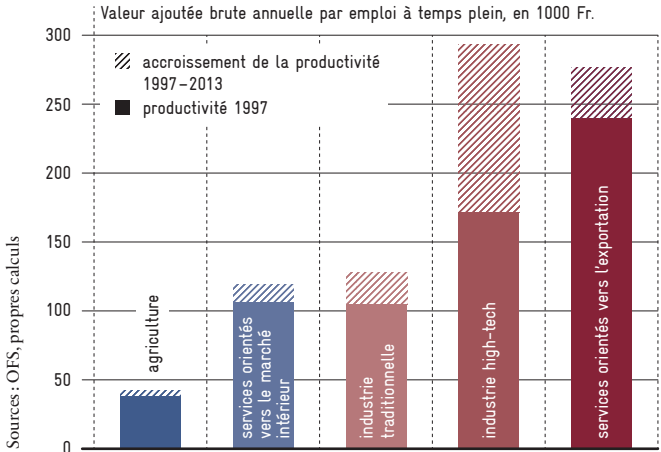
Se concentrer sur les conditions-cadres

Le problème délicat de la monnaie peut inciter à exiger une «politique industrielle» active. Mais céder à cette pression serait fatal. L’économie suisse a montré à maintes reprises par le passé qu’elle est en mesure de sortir renforcée de périodes difficiles. Les interventions étatiques risquent toujours d’empêcher les nécessaires transformations structurelles provoquées par la concurrence. Une politique qui agit avec succès pour la place économique est une politique qui améliore les conditions-cadres à long terme pour l’activité économique. Actuellement, c’est avant tout sur le marché domestique suisse qu’une telle politique est absolument nécessaire. Si la Suisse veut continuer ces 20 prochaines années à faire partie des économies nationales les plus prospères, les milieux politiques seraient bien avisés d’y travailler. *DH*

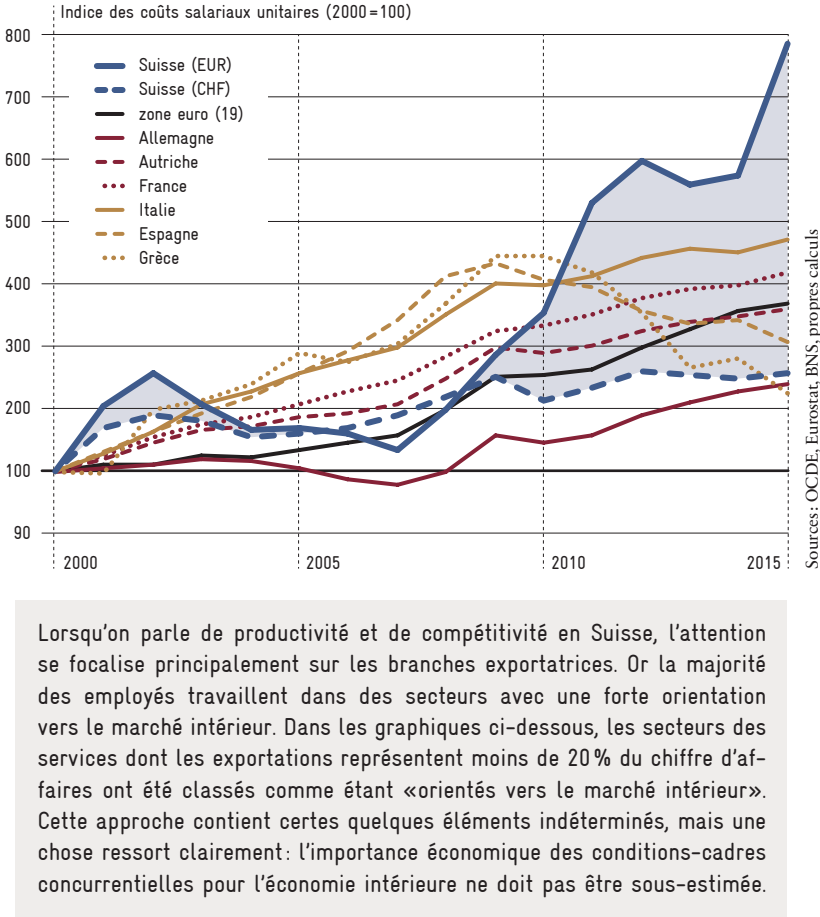
Croissance en berne par habitant



La pression de la concurrence accroît la productivité

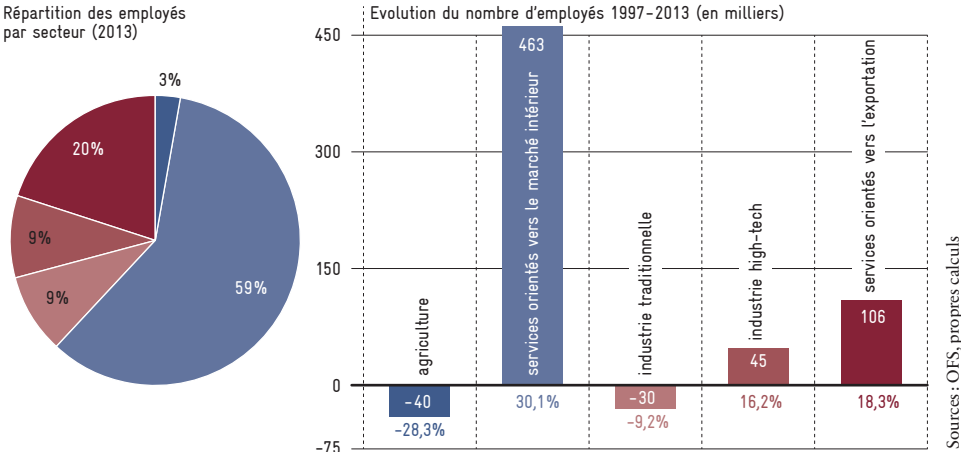


Le franc fort fait exploser les coûts salariaux unitaires



Lorsqu’on parle de productivité et de compétitivité en Suisse, l’attention se focalise principalement sur les branches exportatrices. Or la majorité des employés travaillent dans des secteurs avec une forte orientation vers le marché intérieur. Dans les graphiques ci-dessous, les secteurs des services dont les exportations représentent moins de 20 % du chiffre d’affaires ont été classés comme étant «orientés vers le marché intérieur». Cette approche contient certes quelques éléments indéterminés, mais une chose ressort clairement: l’importance économique des conditions-cadres concurrentielles pour l’économie intérieure ne doit pas être sous-estimée.

Domination croissante des services orientés vers le marché intérieur



1995		
12.03.1995	Votations 418 – 420. Contre-projet «pour une agriculture paysanne compétitive et respectueuse de l'environnement». Référendum obl. ☒ Flexibilisation des contingents de lait. Référendum fac. ☒ Loi fédérale sur l'agriculture. Référendum fac. ☒	
09.06.1996	Votation 430. Contre-projet «Pour une agriculture en accord avec la nature». Référendum obl. ☒	
24.02.2008	Votation 531. Réforme de l'imposition des entreprises II. Référendum fac. ☒	
11.03.2012	Votation 559. Réglementation du prix du livre. Référendum fac. ☒	
28.09.2014	Votation 585. Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration I. Initiativ populaire. ☒	
2015		



Multinationales : caricature ou réalité – la contribution des entreprises globales à la prospérité suisse, 2014
avenir-suisse.ch/fr/28667/

Contribution sous-estimée des entreprises globales

La Suisse, avec son marché domestique restreint, a réussi à devenir un pays d'entreprises exportatrices. Champion de la globalisation, le pays doit une bonne partie de sa prospérité à leur capacité d'investir à l'étranger. Ces entreprises globales sont de toutes natures et la notion de «multinationale» n'est pas connue dans les statistiques OFS. Dans tous les cas, la contribution de ces entreprises globales à la prospérité de la Suisse est largement sous-estimée.

Pourtant, ces entreprises fournissent une contribution essentielle à la diversité économique suisse: une part importante de la valeur ajoutée brute du PIB (entre 16 et 36%); près de 40% des impôts directs des entreprises ; entre 11 et 29% des emplois en Suisse^[7], sans compter les emplois indirects. Elles jouent un rôle actif dans l'innovation helvétique. Contrairement aux idées reçues, la Suisse n'est pas qu'un pays de PME.

La Suisse boxe chez les poids lourds

Les multinationales suisses jouent dans la

cour des grands de la mondialisation. En constante progression, le cumul de la *capitalisation boursière* des sociétés cotées en Suisse a passé de 400 milliards de dollars américains en 1995 à 1500 milliards en 2015. Ceci fait de la Suisse, petit pays, un acteur économique international très important, déjà en chiffres absolus. Par sa capitalisation boursière, la Suisse est équivalente à l'Inde ou au Canada. Elle dépasse Singapour de moitié et est quinze fois supérieure à l'Autriche.

En chiffres relatifs, la Suisse impressionne aussi. La capitalisation cumulée des sociétés cotées en Suisse mesurée en pourcentage du PIB a presque doublé en vingt ans (213% du PIB en 2014). Seuls Hong Kong, l'Afrique du Sud et Singapour devancent la Suisse.

Les entreprises globales ayant leur siège en Suisse (pas seulement celles cotées en bourse) se distinguent aussi par leurs *investissements directs internationaux* (IDI). Leurs prises de participation sur les marchés étrangers créent des profits bénéficiant à la Suisse sous forme de retour de capitaux. Ce mouvement n'a pas cessé de croître: en 20 ans, les IDI suisses sortants (vers l'étranger) ont passé de 41% du PIB (1995) à 158% (2014). Dans l'UE, seuls le Luxembourg et l'Irlande peuvent se targuer de valeurs plus grandes.

Aucun autre pays du monde n'accueille donc des entreprises globales présentant une aussi forte combinaison d'atouts: moteurs du PIB dans une économie nationale prospère, valorisations élevées, forte capacité d'investissement à l'étranger.

La Suisse doit rester une plate-forme idéale pour les multinationales

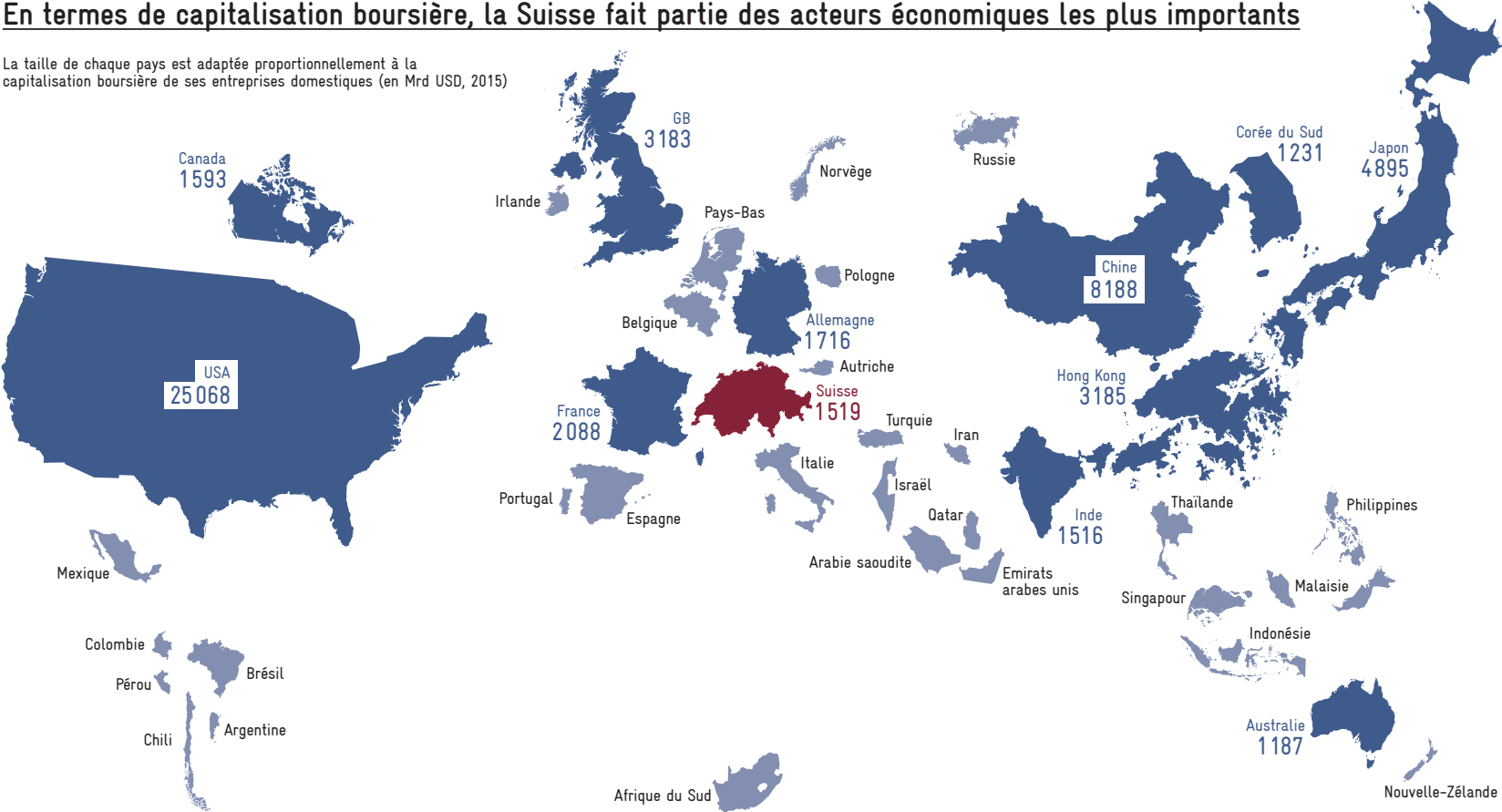
Les entreprises globales installées en Suisse le sont parce que les conditions-cadres légales et fiscales y sont attractives, pas parce que leur actionnariat est majoritairement suisse. Une étude^[8] UBS & NZZ de 2015 a établi que l'actionnariat du Top30 des sociétés cotées à la Bourse suisse était composé pour 82% d'actionnaires étrangers.

Dans un contexte de concurrence internationale très dure pour attirer les entreprises, la Suisse doit continuer à faire valoir des solutions flexibles et libérales, notamment sur le marché du travail, la fiscalité et l'immigration de chercheurs et de main-d'œuvre qualifiée. Il faut éviter de jauger les entreprises globales installées en Suisse sur la base de valeurs purement nationales (p. ex. en matière de rémunération). L'acceptation de l'initiative Minder en 2013, a marqué un signal de défiance envers les multinationales, mais à l'efficacité illusoire. Le rejet en 2016 de l'initiative «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires» – qui aurait affecté le trading basé en Suisse – a démontré que les votants ne croient pas à de (mauvaises) solutions locales suisses à des problèmes globaux. C'est le bon chemin. *TA*

En termes de capitalisation boursière, la Suisse fait partie des acteurs économiques les plus importants

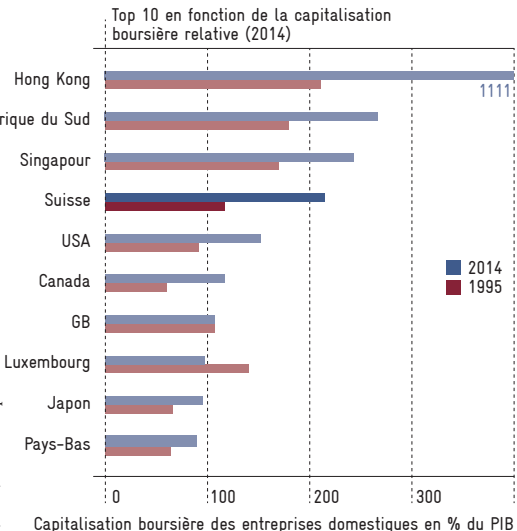
La taille de chaque pays est adaptée proportionnellement à la capitalisation boursière de ses entreprises domestiques (en Mrd USD, 2015)

Source: indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque mondiale



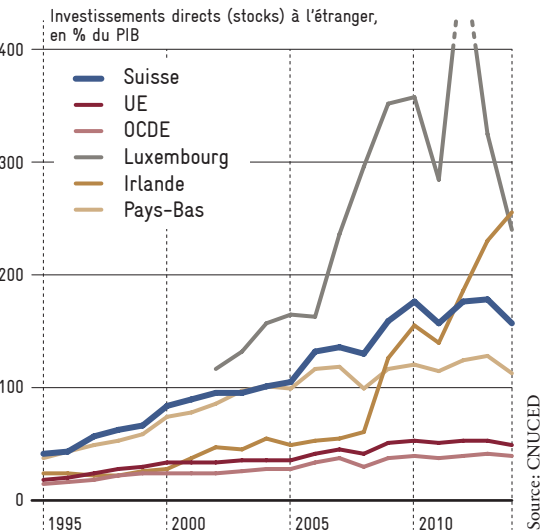
Des entreprises suisses de valeur

Source: indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque mondiale



La Suisse semble très grande, lorsque sa taille est adaptée proportionnellement à la capitalisation boursière de ses entreprises cotées. Celle-ci surpasse p. ex. la valeur du capital-actions total de l'Amérique centrale et du Sud – ce qui est aussi imputable à la dépréciation monétaire dans ces pays ou, présenté autrement : le franc fort a encore augmenté la valeur des entreprises suisses. Par rapport au PIB (naturellement aussi très élevé), la Suisse figure dans le top 5 avec une capitalisation boursière de plus de 200%. En termes d'investissements directs des entreprises domestiques à l'étranger, qui reflètent leur interdépendance sur le plan international, la Suisse se situe également dans le peloton de tête. Entre 1995 et 2010, ces chiffres étaient en constante augmentation, mais ils ont stagné depuis. Aussi, la Suisse s'est récemment vue dépassée par l'Irlande.

Investissements élevés à l'étranger



Source: CNUCED

2015	
28.02.2016	Votation 598. Pas de spéculation sur les denrées alimentaires. Initiative populaire. ☒
09.02.2014	Votation 580. Contre l'immigration de masse. Initiative populaire. ☒
24.11.2013	Votation 575. 1:12 – Pour des salaires équitables. Initiative populaire. ☒
03.03.2013	Votation 568. Contre les rémunérations abusives. Initiative populaire. ☒
24.02.2008	Votation 531. Réforme de l'imposition des entreprises II. Référendum fac. ☒
04.03.2001	Votation 475. Pour des médicaments à moindre prix. Initiative populaire. ☒
1995	